

Convention sur l'avenir de l'Europe

Session des 15 et 16 avril 2002

Les missions de l'Europe

Intervention de Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Pour déterminer les missions de l'Europe, il faut tenir compte des attentes des citoyens de nos Etats membres et des réponses à donner à l'état du monde .

Quant aux attentes des citoyens, elles sont évidemment diverses et parfois contradictoires.

J'en vois cependant clairement de deux sortes qui reviennent à chaque fois qu'on les interroge.

Vers l'extérieur de l'Union, il y a une demande d'ouverture sur le monde, un désir de voir l'Europe faire triompher ses valeurs de solidarité et les droits de l'homme. Mais il y a en même temps une demande de fermeture face à l'immigration clandestine, une demande de sécurité, pour se prémunir du terrorisme et du crime organisée.

Vers l'intérieur de l'Union, les citoyens ne se retrouvent pas toujours dans la logique très libérale qui a pour conséquence de les mettre en face de forces économiques et financières sans protection sociale et sans politique efficace en matière d'environnement.

Quant aux réponses à donner à l'état du monde, la seule question importante c'est de savoir s'il faut figer l'Europe ou lui permettre de s'adapter sans cesse au monde moderne.

C'est une question politique et institutionnelle à la fois.

Du point de vue politique, c'est une question de modèle de société. L'Union européenne ne peut se contenter de créer une zone de libre-échange et d'en rester là. Elle ne l'a d'ailleurs jamais fait. Elle est dès maintenant synonyme d'un modèle de société. Celui qui s'est développé a p.ex. accordé beaucoup d'importance à la solidarité et à la cohésion des régions. Les traités

contiennent dès à présent des objectifs clairs : progrès économique et social, niveau d'emploi élevé, développement équilibré et durable, citoyenneté politique, espace de liberté et de sécurité.

Ces objectifs généraux, il faut les transformer en politiques communes.

Peut-on, par ailleurs, demander que les missions de l'Union soient élargies et quelles devraient être ces nouvelles missions?

Il est difficile de répondre abstraitement à ces questions.

L'état du monde peut exiger, à un certain moment, que l'Union agisse ensemble. Même dans des domaines réservés à la compétence nationale, la nécessité de l'ouverture et la coopération peuvent conduire à des missions de coordination et d'incitation de l'Union, comme p.ex. dans l'enseignement supérieur.

Je prends un autre exemple. La politique des médias est un domaine essentiellement national. Or la concentration des médias détermine les programmes au-delà des frontières, donc aussi les loisirs, l'information, la culture de tous les Européens? Et cela ne serait pas aussi une mission de l'Europe?

De la sorte, au lieu de figer les missions au nom de la sacrosainte souveraineté nationale, il faut s'assurer qu'elles puissent évoluer en fonction de la réalité.

Du point de vue institutionnel, c'est la question s'il faut figer l'Union dans ses acquis, donc établir une liste fermée de compétences de l'Union et/ou des Etats membres.

Figer l'Union dans ses acquis est dangereux, face à la nécessité, pour l'Union, d'adapter sans cesse sa capacité de réaction à l'état du monde.

Il faut au contraire améliorer cette capacité de réaction. Il faut rendre possible que l'Union s'empare d'une mission si la nécessité s'en fait sentir.

Comment s'assurer cependant que l'Union respecte l'identité nationale des Etats membres et n'empiète pas sur les compétences essentielles des Etats membres?

Pour cela, il faudra, à chaque fois qu'une mission nouvelle s'impose, en discuter et en décider au préalable soit dans les parlements nationaux, gardiens de la souveraineté nationale, soit dans une convention ad hoc, comme celle qui nous réunit actuellement.

En tout cas, c'est le dynamisme dans les missions qui est le meilleur moyen pour assurer l'efficacité de l'UE.